

OCCUPATION HUMAINE LE LONG DE LA TRANSAMAZONIENNE : LE CAS D'URUARA*

Philippe HAMELIN**

1970 : UNE RUPTURE DANS LE PROCESSUS HISTORIQUE D'OCCUPATION DE L'AMAZONIE

L'Amazonie brésilienne était occupée avant l'arrivée des premiers colonisateurs européens au début du 17^e siècle. Deux, quatre ou six millions d'Indiens ? Il faudra attendre 1960, 1970, ou 1980 pour que l'Amazonie brésilienne retrouve un niveau d'occupation humaine équivalent à celui de 1616 quand Castello Branco fonde la ville de Belém. Au minimum 350 ans de tragédie et d'incompréhension, l'avidité du pouvoir et de la richesse rapide a détruit ce qui promettait d'être un Eldorado.

Nous verrons à travers l'étude de la communauté du district de Uruara (un district de la route transamazonienne situé entre le Km 125 et 240 à l'est de la ville d'Altamira) comment la colonisation impulsée par le gouvernement militaire en 1970 est une rupture avec toutes les autres tentatives d'implantation humaine en Amazonie et comment cette communauté malgré une réussite apparente reste très fragile.

L'histoire de la colonisation de l'Amazonie se confond avec celle des cycles économiques : *drogas do sertão*, caoutchouc, noix du Brésil. L'extractivisme végétal, entrecoupé dans les phases de crises de colonisation agricole, domine l'activité économique.

* Cet article est le résultat de recherches menées au Museu Paraense Emilio Goeldi (MPEG) dans le cadre des accords de coopération entre l'Institut Français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM) et le Conselho Nacional de Pesquisas (CNPq).

** Démographe, ORSTOM.

Philippe HAMELIN

L'échec de ces différentes tentatives peut prêter à des explications économiques et/ou politiques mais sa cause est à rechercher dans le modèle social. On ne peut pas fonder la conquête d'un espace tel que l'Amazonie sur la dévalorisation de l'homme, sa réduction à un quasi esclavage. Une structure sociale féodale ne permet en aucun cas de procéder à un développement conquérant d'espace à faible densité humaine.

Les couronnes espagnole et portugaise se serviront de la conquête du Nouveau Monde comme soupape de sûreté pour y canaliser les forces qui auraient pu contester la société intérieure. Là, elles n'envisageront pas la création d'un nouvel ordre social mais au contraire elles tenteront par l'élargissement de l'espace d'intégrer les forces contestataires et de reproduire le modèle métropolitain, réprimant féroce toutes les tentatives contraires.

Dans ce contexte le programme de colonisation de 1970 sera en rupture totale avec tout ce qui l'a précédé. C'est la première fois dans l'histoire de l'Amazonie depuis le début de la colonisation portugaise que la conquête repose sur un nouveau contrat social¹. L'Amazonie est offerte à l'homme libre, au paysan sans terre, au citoyen marginal, en pleine propriété. Pour une fois l'homme n'est plus la composante secondaire qui va rentabiliser le capital, c'est le capital qui est mis à la disposition de l'homme. L'objectif est de créer une classe de paysans moyens ; l'utopie de construire une société égalitaire à la périphérie d'un Brésil en plein miracle économique produit sans s'en apercevoir une société chaque jour plus inégale. Je ne puis dire si ce fut un acte manqué un concours de circonstance ou un croche pied à l'oligarchie bourgeoise qui l'avait porté au pouvoir mais le régime militaire, ne voulant pas ou ne pouvant pas affronter l'oligarchie du Nordeste, va investir, en Amazonie au profit des défavorisés. Il leur construira des routes, distribuera des terres, donnera des maisons et de quoi survivre au début. Au paysan, il donne la terre pour que ce pionnier courageux bâtisse le Brésil de demain. La terre n'est plus un bien de capital comme il sied à l'économiste ou au latifundiaire mais devient un outil de travail.

¹ Une caractéristique de 1970 est la civilisation de la route qui surgit avec fracas dans la civilisation du fleuve. Est-ce un facteur important ou non ? A-t-il une signification symbolique de rupture avec le colonisateur portugais marin accroché à la côte et aux berges du fleuve (cf. Vianna Moog, 1985).

Occupation humaine le long de la Transamazonienne

Ce projet n'a duré que très peu de temps : dès 1974, la colonisation dirigée est quasiment abandonnée² (Octavio Inanni *A contra reforma agraria*). Après cette date, on tente de rétablir l'équilibre en finançant le grand capital pour occuper l'Amazonie; mais l'impulsion est donnée, le mythe est créé, l'Amazonie est la terre où chacun a sa chance; c'est la terre où le petit peut défier le grand, le *coronel* n'y a plus sa place³.

Pourquoi occuper l'Amazonie ? La réponse en ce qui concerne l'Amazonie brésilienne est d'ordre géopolitique. La fondation de Belém en 1616 par Castello Branco s'inscrit dans la lutte entreprise par le colonisateur portugais pour expulser les Anglais, les Français et les Hollandais qui rôdent dans l'embouchure de l'Amazone et contenir l'Empire espagnol en bordure des Andes. Ces mesures seront renforcées durant l'ère pombalienne. Le frère du marquis de Pombal François Xavier de Mendonça Furtado, gouverneur de l'Etat du Grão-Pará Maranhão, fera le voyage sur le haut Rio Negro pour négocier les limites frontalières avec le représentant espagnol. Dans une correspondance échangée avec son frère, il dresse la carte des forts installés en Amazonie. Si nous relierons tous ces forts entre eux, nous avons la surprise de retrouver quasiment le plan routier établi par les militaires en 1970 (Transamazonienne, Périmétrale nord, Cuiabá-Manaus, Belém-Brasília). Même si le gouvernement militaire abandonne en 1976 la construction de la Périmétrale nord, en 1986 les militaires en reviennent au plan de Mendonça Furtado avec le programme Calha Norte.

Les prétentions Anglaise et Américaine, jusqu'au début du siècle, d'internationaliser les eaux du fleuve Amazone, puis le projet Hudson en 1967 n'avaient fait que renforcer les craintes géopolitiques brésiliennes. La création de Brasília, suivie de l'ouverture de la Belém-Brasília, montre bien que cette préoccupation ne fut jamais absente des sphères du pouvoir. Même si l'argument géopolitique est primordial au niveau de la justification et de la cohérence des décisions politiques, une fois prise la décision d'occupation de l'espace la sociabilisation de cette occupation spatiale sera déterminante pour sa réussite.

² Sauf peut-être au Rondônia.

³ Dans les conflits sanglants que se livrent *fazendeiros* et *posseiros*, ces derniers ne sont pas toujours perdants.

Philippe HAMELIN

Nous allons tenter de montrer à travers la description de la communauté de Uruara comment le choix volontaire ou non du gouvernement militaire en 1970 de privilégier l'homme et non le capital est en train, après 350 ans d'échec, de permettre l'occupation définitive de l'Amazonie.

URUARA

La superficie du district est inconnue: les limites Est-Ouest sont déterminées mais aucune démarcation n'a eu lieu au Nord et au Sud. L'INCRA a démarqué et distribué 600 000 ha à l'intérieur du district, les colons «grands» ou «petits» ont bien amplifié ce domaine respectable, de 150 000 ha. La population du district avant l'ouverture de la transamazonienne en 1970 était égale officiellement à zéro, cependant la découverte de 80 Indiens Arara en 1980 puis le contact en septembre 87 d'un autre groupe d'Arara d'environ 100 individus permet d'estimer à 200 ou 300 individus la population originale. En avril 1986, selon mes estimations la population est comprise entre 19 000 et 21000 individus (19 350 selon la SUCAM). Environ 4 100 lots de terre ont été démarqués et attribués (source INCRA 3 750 lots de 100 ha, 250 lots de 500 ha 30 lots de 3 000 ha). En 1986, on dénombre environ 1 800 établissements agricoles en tenant compte des lots non exploités car d'accès impossible, de ceux non inclus dans le projet de l'INCRA et du regroupement en une seule exploitation de plusieurs lots (la *fazenda* la plus importante possède 12 500ha). En dehors de l'agriculture, la coupe et le sciage des bois d'oeuvre est la principale activité. Les cinq scieries du district emploient de 300 à 500 personnes, selon les saisons, qui composent la majorité des salariés du lieu avec les 160 professeurs des écoles.

L'immensité et les diverses modalités d'occupation ne permettent pas de considérer Uruara comme représentatif de l'Amazonie brésilienne. Il n'est même pas représentatif du Projet de Colonisation Intégrée (PIC) d'Altamira dont il dépend. La bonne qualité de ses sols, le fait que l'assistance de l'INCRA s'est limitée à la démarcation des terres, le succès des cultures permanentes (cacao, poivre) le distinguent des autres districts du Pic Altamira. D'autre part la colonisation agricole ne représente qu'une des formes de développement de l'occupation humaine de l'Amazonie⁴. Mais

⁴ Parmi les autres formes d'occupation humaine en Amazonie nous pouvons citer: les chercheurs d'or entre 400.000 et 600.000 qui représentent aujourd'hui peut-être la

l'étude du processus de la formation de cette communauté permet d'identifier des étapes fondamentales communes à la majorité des projets de colonisation agricole.

Le but de tout projet d'occupation humaine est d'abord d'attirer, puis de fixer, un nombre de migrants importants qui permettent de développer une société locale viable. Trois obstacles vont surgir durant ce processus qui va de l'arrivée du premier colon à la reconnaissance par le colon de son appartenance à la communauté. Cette identification permet d'affronter les crises économiques et sociales qui surgissent.

1. La fermeture de l'espace

La totalité des terres comprises dans le projet de colonisation est distribuée. L'espace se ferme. Cette fermeture n'est toutefois pas totale et ne s'est pas réalisée brutalement.

Le «sans-terre» et «sans capital» a encore aujourd'hui la possibilité en s'infiltrant par les chemins ouverts par les forestiers de rencontrer des terres «libres» où il pourra s'installer en espérant pouvoir régulariser sa situation, sans conflit, ultérieurement. Il faut que la «faim» de terre soit réellement très grande pour que le colon accepte de vivre à 50 ou 60 km de la route, restant isolé durant la saison sèche pour rencontrer un chemin carrossable. Seule l'agriculture de subsistance est praticable, la commercialisation de la production étant impossible faute de moyen de transport. Le seul espoir du colon, reste l'ouverture d'une route. Presque tous ces colons, en fait, ne vivent pas sur leur terre. Ils laissent leur famille en ville et parlent seuls faire quelques aménagements pour bien marquer leur propriété durant l'été.

La distribution des terres n'a pas été réalisée en une seule fois, nous pouvons distinguer trois étapes :

- a) la distribution des 400 lots en bordure de la Transamazonienne est achevée dès la fin de l'année 1972. Des colons commencent alors à

principale force économique de l'Amazonie avec l'exploitation forestière, viennent ensuite les projets miniers et industriels du complexe Carajás, les projets énergétiques avec les grands barrages et le pétrole de l'Amazonas et aussi le développement de l'industrie légère dans la zone franche de Manaus.

Philippe HAMELIN

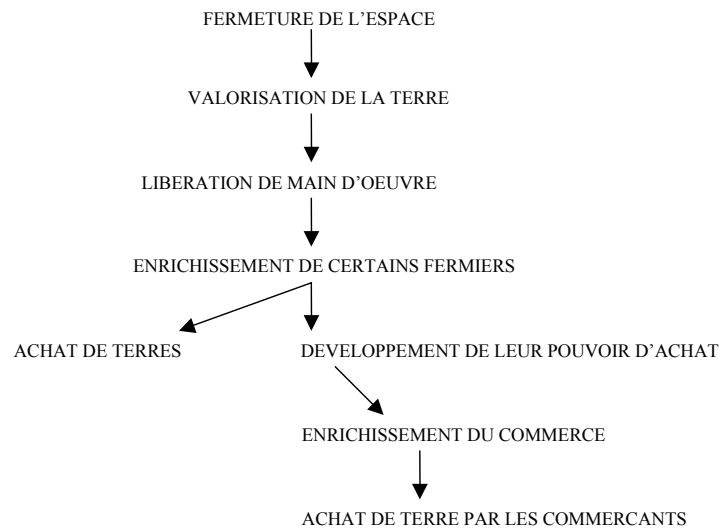
s'infiltrer au-delà, en ouvrant des sentiers à l'emplacement des vicinales prévues mais pas encore réalisées par l'INCRA.

- b) L'ouverture des vicinales et la distribution des lots de 100 et de 500 ha prévue dans le plan original de colonisation limitée à 12 km de chaque côté de la route, s'effectuèrent plus lentement et ne s'achèveront qu'à la fin des années 70.
- c) Après quelques années sans installer de colon, l'INCRA en libérant la réserve forestière et en démarquant des terres bien au-delà de la limite des 12 km va distribuer plus de 2 500 lots de 1982 à 84. Ils seront très vite appropriés, cependant plus de la moitié de ces lots ne sont toujours pas mis en valeur dans les régions sans infrastructure routière. L'expansion foncière a permis de surmonter une crise économique due au prix très bas de commercialisation de la production. Beaucoup de colons disent qu'ils étaient prêts à abandonner leur lot à cette époque, mais que l'arrivée de nouveaux migrants et le développement de la ville les a incités à rester.

Cette gestion du stock foncier, certainement involontaire, a permis de consolider le projet. L'attribution d'un nombre important de lots dès le début de la colonisation a créé un effet de masse; puis pendant presque dix ans la mise en valeur des lots, en fonction de la construction des vicinales a consolidé le projet, et enfin la distribution massive des deux tiers des terres sur une période très courte a permis de surmonter une crise et de fermer l'espace.

Cette fermeture n'est pas synonyme de manque de surface à cultiver mais marque le début de la valorisation du foncier. Cette valorisation de la terre se fait à travers son entrée dans le circuit commercial. Même si son prix reste relativement faible, cela exclut de l'accès au sol, la part importante des migrants qui ne disposent pas d'un minimum de capital et les rejettent sur le marché du travail. L'augmentation de la main-d'oeuvre ainsi disponible à un coût «raisonnable», favorise les colons déjà installés et accentue la différenciation sociale. Le prix de la terre reste relativement faible parce que seule une partie des lots est mise en culture. Soit le colon manque de main-d'oeuvre ou de services locaux ; soit les lots ne sont pas accessibles dans les parties les plus reculées du projet, soit-ils sont gelés par la spéculation foncière.

Occupation humaine le long de la Transamazonienne



Nous voyons à travers ce schéma que la fermeture de l'espace permet une certaine accumulation donc un enrichissement d'une part de la population ; les capitaux ainsi dégagés vont s'investir de façon stérile dans la spéculation foncière. Nous ne savons pas si c'est le mythe du *fazendeiro* ancré dans la culture brésilienne qui pousse le pharmacien, le médecin, l'acheteur de cacao, le directeur de la banque dès qu'ils disposent d'un peu de capital à investir dans des terres laissées le plus souvent à l'abandon ou si cette attitude s'explique par l'absence d'alternative.

2) Les ressources humaines

En 1980, la plupart des actifs travaillaient dans le secteur agricole. La ville fondée en 1978 autour de la maison du prêtre et d'une petite école ne comptait que 350 habitants ; il n'existait pas de pharmacie, la plus proche se situait à 90 km ; le magasin de la coopérative était, quand il était approvisionné, l'unique endroit où l'on pouvait se procurer quelques produits de première nécessité. Les besoins en service ressentis par la population vont faire croître la ville comme un champignon avec un taux de croissance bien supérieur au milieu rural (cf. tableau ci-dessous).

Philippe HAMELIN

Croissance de la population du district d'Uruara (données : SUCAM et enquête 86)

	Ville Uruara		Milieu rural		Total	
	N°	Acc. Annuel	N°	Acc. Annuel	N°	Acc. annuel
1983	1825		9632		11457	
1984	2666	46 %	10669	10,8%	13335	16,4%
1985	4551	70%	12319	15,4%	16870	26
1986	6147	35%	14382	16,8%	20529	21
Accroissement moyen annuel		50%		14,3%		21

La première pharmacie a été ouverte en 1982, on en dénombre 12 fin 1987, une soixantaine de commerces variés, 2 postes de distribution de carburant, 2 cliniques privées installées en 85 et 86 et une agence bancaire ouverte en 85. Mais il n'y a ni électricité, ni eau courante, ni égout. Les rues sans asphalte sont un immense borbier durant la saison des pluies et produisent une poussière irrespirable l'été. L'école scolarise plus de 1.000 élèves aujourd'hui et fonctionne dans des conditions précaires avec un personnel peu qualifié ; l'hôpital public, construit en 1986, ne fonctionne toujours pas au début 88 faute de médecin ; le service de police n'est assuré que grâce à des dons privés qui fournissent aux fonctionnaires l'hébergement et la nourriture.

Malgré la dynamique de croissance urbaine, tous les secteurs non directement rentables mais indispensables à la communauté, sont très précaires ou n'existent pas. Par ailleurs, le coût de la vie très élevé, environ le double de celui de Belém, la capitale de l'Etat, a pour conséquence que les fonctionnaires détachés soit repartent rapidement ou refusent même de s'installer, soit entrent dans un système de corruption pour survivre (les entreprises privées rencontrent le même type de problème avec leurs cadres). Les médecins des cliniques exigent d'être payés avant de soigner les malades. Le faible niveau scolaire des migrants et l'absence au niveau régional de possibilité de formation technique ne permet que très difficilement de trouver parmi eux le personnel qualifié nécessaire.

Si dès le début de la colonisation en 1972, un programme de formation des ressources humaines avait été mis en place à partir d'une réserve de 5 % sur le budget, on ne serait pas dans l'impasse actuelle. Impasse périlleuse !

car une partie de la jeunesse née sur place ou arrivée très jeune, donc sans connaissance de l'extérieur, sauf à travers la télévision, risque de céder à l'attraction des grands centres urbains.

A l'inverse, faute de personnel qualifié, il n'y a pas de création d'emploi en dehors du secteur primaire : c'est ce cercle vicieux qu'il faut absolument briser pour éviter le déclin qu'entraînerait une nouvelle émigration des enfants de colons. Mais aussi pour pouvoir offrir aux entrepreneurs locaux d'autres options que l'achat de terre pour l'investissement de leurs bénéfices⁵, et ne pas aggraver ainsi la concentration foncière (Cf. le problème foncier ci-dessus).

Le manque de main-d'oeuvre qualifiée est déjà fortement ressenti mais le manque de bras pour les plantations de cacao et de poivre pourrait aussi freiner leur croissance. Le développement d'une économie de plantation est très gourmand en main-d'oeuvre aussi bien pour la création que pour l'entretien des plantations (1 travailleur pour 4 ha de cacao, 1 pour 2 ha, de poivre et seulement 1 pour 300 ha de pâturage). La plupart des planteurs de cacao ont donc recours à une main-d'oeuvre familiale ou au métayage. Dans le cas du recours à la famille, les parents tentent de retenir leurs enfants sur place en leur attribuant une part des plantations. Ce partage plus ou moins formalisé génère des conflits qui peuvent mettre en péril l'exploitation. Les métayers eux, reçoivent en compensation de la prise en charge d'une parcelle de poivre ou de cacao, 50 % de la production. Malgré cela, leur rotativité reste élevée. Le métayage n'est pour le migrant bien souvent qu'une étape transitoire : soit, il possède des terres qui sont inaccessibles et attend l'ouverture d'une route pour les mettre en valeur, soit, il espère accumuler un capital suffisant pour s'installer à son compte, ce qu'ont fait une grande partie des métayers du poivre après l'excellente récolte de 86. Le métayage, dans les conditions actuelles risque donc de ne plus être la solution au problème de main-d'oeuvre. Par ailleurs, la rareté de la main-d'oeuvre acceptant ces conditions de travail pourrait conduire à un changement du

⁵ Lors de l'interview d'un propriétaire de scierie celui-ci a justifié l'achat de 2 lots par 100 ha en disant que c'était un placement bien plus sûr qu'un livret d'épargne à la banque. Quand je lui ai demandé pourquoi, disposant de matière première et de capitaux, il n'envisageait pas d'investir dans une fabrique de meuble qui valoriserait plus sa production, il a répondu spontanément : *não tem condição, não tem pessoal para tocar nesse negocio* (ce n'est pas possible, il n'y a pas le personnel pour faire ça).

Philippe HAMELIN

système de production en faveur de l'élevage qui serait à terme un facteur de concentration foncière.

3) Le mythe et la fin du mythe

Le mythe du pionnier : l'homme triomphant de l'enfer vert, bâtisseur de la nouvelle société et représentant du Brésil conquérant, construit à grand renfort de publicité pour attirer les migrants en Amazonie. Le mythe survivra même quand le colon sera confronté à la réalité et même si certains gardent un souvenir déplaisant de leur arrivée. Ceux qui décideront de rester⁶ continueront à faire référence à l'esprit pionnier, à partager l'idée qu'ils sont les bâtisseurs du Brésil de demain. L'accès facile à la terre, une certaine solidarité et l'impression d'être maître de son destin, d'appartenir à une nouvelle société égalitaire sans patron. Mais cet idéal se transformera au fur et à mesure du développement de la société et va glisser progressivement de la création d'une nouvelle société vers la notion beaucoup plus courante, de lieu où l'on peut faire fortune, où l'on peut assurer son futur. Les premiers à adopter cet état d'esprit furent les commerçants arrivés lors du développement de la ville («la vie est dure ici mais les bénéfices sont trois fois plus élevés» confient certains). La fin de l'aventure pionnière signifie la transformation de l'état d'esprit du colon qui, se sentant limité dans ses possibilités de choix, va passer d'une phase de conquête à une phase de rationalisation et de mise en production de cette conquête. Ici vont surgir des besoins nouveaux : le colon ne se contentera plus des conditions minimales de survie. Il va réclamer des infrastructures sociales et économiques. Ou pour résumer :

esprit de conquête → sublimation du sacrifice

fin de conquête → désir de confort matériel et
de reconnaissance sociale

L'espoir du miracle envolé, et la fortune ne tombant pas du ciel, le colon revient à une stratégie d'appropriation lente des biens matériels. Cette nouvelle stratégie permet un développement plus régulier ; mais si les améliorations tardent à venir, si surgissent des incidents de santé ou

⁶ Une grande partie des départs (certainement plus de 65 % selon mes estimations en 1986-1987, la mesure de ce reflux est très difficile car elle ne peut se réaliser qu'avec des méthodes indirectes) est le fait des résidents ayant moins de un an de séjour.

Occupation humaine le long de la Transamazonienne

économiques, l'espoir disparaît et l'on vend la terre. Tant que les cas restent isolés et que la tendance générale reste à l'optimiste, il n'y a que peu de problèmes, mais si la tendance s'inverse, le risque d'une réaction en chaîne est grand tant est spéculative la frontière. L'année 86 a été euphorique : excellentes récoltes de cacao et de poivre vendues à un prix élevé. En fin d'année tout le monde voulait planer du cacao et du poivre, la main-d'oeuvre manquait, les salaires journaliers atteignaient 250 CZ\$ (12 US\$) en janvier 87, le prix de la terre flambait. En 87, la récolte de poivre a été très médiocre, le prix du cacao est décevant. En janvier 88, la plupart des journaliers sont sans emploi malgré un salaire à peine égal à 20 % de celui de l'année précédente (150 CZ\$ = 2 US\$). La terre se vend au même prix, c'est-à-dire presque 5 fois moins chère, compte tenu d'une inflation de 365 % en 87. L'apparition de mendiants et les jérémiades des commerçants sont les signes les plus visibles de cette crise. Si elle devait se prolonger au-delà, le risque d'assister à des départs massifs serait grand.

DES ATOUTS POUR REUSSIR MAIS LE FUTUR EST INCERTAIN

Le district d'Uruara a réussi, en quinze ans, ce que j'appelle «sa phase de conquête», c'est-à-dire l'installation d'une population et d'un embryon d'économie. La distribution foncière est pratiquement achevée, les «vieux pionniers» sont fatigués et aspirent à plus de confort, les jeunes générations qui n'ont connu que la frontière voudraient y vivre mieux. Uruara n'est plus un front pionnier mais comme beaucoup d'autres lieux au Brésil, une zone rurale condamnée à se développer ou à mourir à petit feu.

Des 600 000 hectares distribués environ 10 % sont mis en valeur ; mais 80 % de la rente agricole commerciale est fournie par les plantations de poivre et de cacao qui occupent moins de 10 000 hectares. Plus de 40 000 hectares sont occupés par des pâturages peu productifs, le reste est consacré à la production de riz, haricot, maïs et manioc pour l'autoconsommation, les surplus ne sont même pas suffisants pour alimenter la ville d'Uruara ou les magasins vendent du riz et des haricots importés du sud du Brésil. La production pourrait être facilement décuplée, car il existe des possibilités d'intensification qui permettent d'augmenter très fortement le rendement unitaire des plantations.

Les possibilités techniques d'un développement existent mais ce développement se fera seulement si l'environnement socio-économique se consolide. La communauté a sa propre responsabilité ; mais l'Etat devra rester

Philippe HAMELIN

un acteur important, il est le seul qui ait la capacité de réaliser les investissements d'infrastructures (routes, distribution d'énergie, etc.), d'implanter les services de bases (santé, justice, écoles), de soutenir les producteurs lors des crises provoquées soit par la chute des cours, soit par de mauvaises récoltes.

La création en novembre 1988 du *municipe*⁷ d'Uruara et l'élection de son premier *Préfet*⁸ renforce en la responsabilisant l'autonomie de la communauté. Le préfet a plus de poids politique et économique dans les négociations avec les échelons supérieurs de l'Etat qu'un simple représentant de communauté. La crise économique due à la baisse sévère des cours du cacao et du poivre provoque déjà des départs parmi les colons installés, parfois depuis plus de 15 ans, mais ce flux de sortie est largement compensé par l'arrivée de planteurs de cacao de Bahia. Il semble paradoxal qu'en pleine crise des producteurs aillent investir à des milliers de kilomètres de chez eux; ils invoquent deux motifs :

- la disponibilité et le faible coût du foncier ;
- la très bonne productivité de la région : 1000 kg/ha en moyenne contre 600 kg/ha à Bahia.

L'amélioration des conditions de vie, le maintien d'un courant migratoire, la fixation de la seconde génération seront des indicateurs tangibles du développement de la région. Aujourd'hui Uruara est à la croisée des chemins ; les deux schémas ci-dessous en montre les possibilités extrêmes. La disparition des cultures pérennes rendrait le premier quasiment irréversible. Le second est loin d'être linéaire et dépend de beaucoup de facteurs externes. Il montre aussi que l'occupation du territoire amazonien nécessite pour être écologiquement, économiquement et socialement viable une densité de population très élevée. En conséquence, la réalisation d'un zonage de l'Amazonie devrait être aujourd'hui une priorité. Ce zonage définirait d'une part des aires de développement ou l'on procèderait à une mise en valeur intensive et d'autre part, pour la plus grande partie du territoire, la création des réserves florestales, indigènes ou extractivistes.

⁷ Le *municipe* est le premier des trois échelons administratifs du Brésil, il est plus proche du comté anglo-saxon.

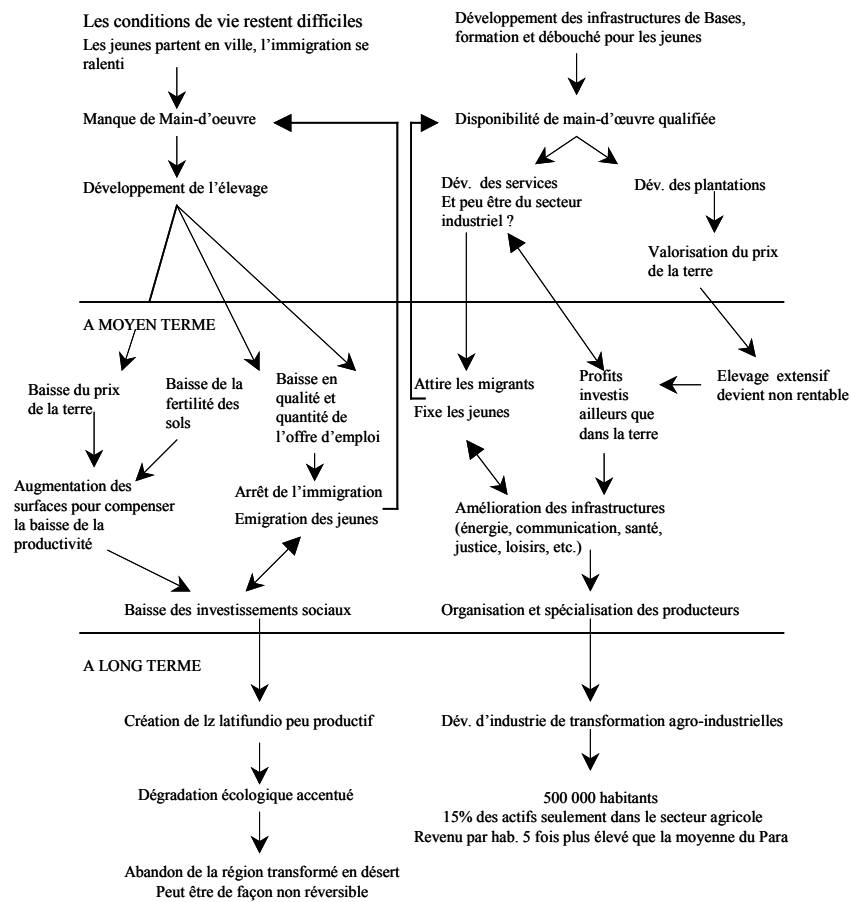
⁸ Le préfet est le chef de l'exécutif élu au suffrage direct.

Occupation humaine le long de la Transamazonienne

AUJOURD'HUI

Faible concentration foncière

A COURT TERME



Philippe HAMELIN

Nous constatons que la crise économique sévère que connaît cette région ne la précipite pas vers le premier scénario. L'avantage naturel relatif peut expliquer en partie cette résistance mais la structuration de l'espace socio-politique, à travers la création du municipe est certainement un facteur important dans la venue des investisseurs bahianais.

La spéculation sur le futur, trait caractéristique de l'économie de frontière, a permis d'affronter la crise. L'extension des plantations de cacao et l'aménagement de quelques infrastructures grâce aux subventions obtenues lors de la création du municipe assurent la survie de l'économie. L'arrivée de nouveaux migrants, investisseurs spécialisés tentant d'exploiter la spécificité régionale car ils ne sont plus des aventuriers attirés par le mythe, marque la rupture avec la frontière.

CONCLUSION

Ce modèle socio-économique est-il viable à moyen et long terme ? L'économie de plantation permet-elle de répondre aux aspirations de confort et de bien être des colons ? Le mythe largement répandu du paysan produisant sa nourriture et vendant quelques surplus est en contradiction formelle avec les désirs de ces colons qui ont traversé le Brésil pour accéder plus rapidement à la société de consommation (télévision, voiture, santé, école pour les enfants) et non pas pour survivre.

Est-il possible de répondre à ces aspirations lorsque plus de 60 % de la population active travaille directement dans le secteur primaire agricole ? La production de cacao peut-être technicisée sans être mécanisée (H. Rivière d'Arc, C. Gros, H. Théry), la modernisation n'entraîne pas la substitution de la main-d'oeuvre par le capital (P. Léna) mais il ne faut pas oublier que la production de 15 kg de cacao nécessite 2,3 journées de travail (H. Rivière d'Arc, C. Gros, H. Théry) que le coût de la main-d'oeuvre ainsi calculée avec pour base le salaire minimum français, serait de 8 dollars par kilo alors que le prix payé au producteur à son maximum était de 2 dollars et qu'il est inférieur aujourd'hui à un dollar.

Faut-il enlever dès maintenant tout espoir à ce paysan ? Faut-il envisager une mécanisation, véritable gap technologique, pour augmenter la productivité de manière significative ? Et que faire de la main-d'oeuvre ainsi libérée ? Le problème n'est pas seulement celui des planteurs brésiliens mais de tous les planteurs du Tiers-Monde, il est aussi plus général : par exemple

le riz produit manuellement en culture sèche même avec un salaire horaire de l'ordre de 50 centimes n'est plus concurrentiel avec celui produit dans les rizières mécanisées du sud du Brésil.

LISTE DES ABREVIATIONS

INCRA : Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agraria.

SUCAM : Superintendencia de Campanhas de Saude Publica.

N. B. : Les données citées dans le texte ont pour origine :

- Les tableaux statistiques établis par la SUCAM lors des campagnes de lutte contre le paludisme.
- Les statistiques fournies par l'INCRA.
- Les informations recueillies par l'auteur auprès des colons et des responsables communautaires lors de différents séjours effectués en 1985, 1986 et 1987.
- Les résultats d'une enquête sur un échantillon de 1.736 familles incluant 9.800 individus réalisée de février à mai 1986.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BECKER, Bertha (1982) : *Geopolitica da Amazônia*, Zahar éd., Rio de Janeiro.

BUNKER, Stephen (1985) : *Underdeveloping the Amazon*, Univ. of Illinois press, Urbana.

CARDOSO, F. H. ; MULLER, G. (1977) : *Amazonia expansão do capitalismo*, Brasiliense éd., São Paulo.

ENGRACIA de OLIVEIRA, Adelia (1983) : *Ocupação humana na Amazônia*, Ed. Brasiliense, São Paulo, p. 144-325.

FOWERAKER, Joe (1981) : *A luta pela terra*, Zahar éd., Rio de Janeiro.

HAMELIN, Philippe (1990) : «Du riz au cacao sur la Transamazonienne», (in) *Les savoirs paysans*, Paris, éd. L'Harmattan.

IANNI, Octavio (1979) : *Colonização e contra-reforma agraria na Amazônia*, Ed. Vozes, Petrópolis.

LENA, Philippe (1986) : «Aspects de la frontière amazonienne», (in) *Frontière : mythes et pratiques, Cahiers des Sciences Humaines*, n°3, 4, ORSTOM.

Philippe HAMELIN

MEIRELLES FILHO, J. (1986) : *A Amazônia a que fazer por ela ?*, Ed. Companhia editora nacional, São Paulo.

MOOG, Vianna (1985) : *Bandeirantes e Pionneiros, paralelo entre duas culturas*, Ed. Civilização brasileira..

MORAN, Emilio (1975) : Pionner farmers of the transamazon highway, Ph.D diss., Univ. de Florida Gainsville.

MOUGEOT, L. ; ARAGON, L. E. (orgs) (1983) : *O despovoamento do territorio amazonico* (Caderno NAEA, 6), UFPA/NAEA, Belém.

NETO, Miranda (1983) : *O dilema da Amazônia*, ed. CELUP, Belém.

REIS, Arthur C. F. (1960) : *A Amazônia e a cobiça internacional*, Ed. Nacional, São Paulo.

RIVIERE d'ARC, H. ; GROS, C. ; THERY, H. (1987) : «La richesse traditionnelle des terres humides du cacao», (in) *Portrait de Bahia*, collec. Brasilia, éd. MSH, Paris.

SANTOS, Roberto (1980) : *Historia economica da Amazônia 1800/1920*, Ed. T. A. Queiroz, São Paulo.

VELHO, Otavio G. (1972) : *Frentes de Expansão e estrutura agraria*, Zahar Ed., Rio de Janeiro.